

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFOR

JEUDI 24 AOÛT 2023 * 31ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500



Putsch niger

P.5



L'UA « prend acte » des décisions de la CEDEAO...

Étonnant Accueil à
Strasbourg pour Saïdou Sow

Les obstacles de l'intégration

P.12

Prise de position déterminée
des facilitatrices

**Calmer les inquiétudes des
acteurs socio-politiques
au sujet des conseils de
quartier et de district**

P.9

Pièges à bord

**Révélation choquante
sur les méthodes des
escrocs qui ciblent
les taxis à Conakry**

P.4



Dr Bernard Goumou

**Ferme soutien de la Guinée
envers le Niger, appel à un
dialogue constructif**

Déploiement de la BAC en dehors de Conakry

Une nouvelle ère de sécurité

Une étape décisive dans le renforcement de la sécurité nationale a été franchie avec le déploiement élargi de la Brigade anticriminelle (BAC) en dehors de la capitale. Jusqu'à présent opérationnelle à Conakry et ses environs, la BAC élargit maintenant son champ d'action pour inclure les régions administratives et les zones minières du pays.



Composée principalement de gendarmes et de policiers aguerris, cette force spécialisée adopte un mandat clair : mettre hors d'état de nuire les individus sans foi ni loi qui perturbent la quiétude des citoyens.

Un Rayonnement National, une Marque de Détermination

Selon les déclarations

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO:
628.85.84.18 Email:
alphaamadoudiallo@lindependant.org
lindependantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Aïssatou Sadio BAH

Collaborateur

Algassimou L DIALLO
Oumar CAMARA
Abdoul Chaolis DIALLO
Saliou KEITA

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+ 224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces

servicecommercial@lindependant.org

Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99

Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du

Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le

Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://lindependant.org>

pacts sur la sécurité de nos concitoyens. Il faut que nos concitoyens soient rassurés de leur présence dans leurs zones de déploiement respectif », a déclaré le directeur général.

Un Appel à la Collaboration Citoyenne

Le contrôleur général Abdoulaye Sampil a lancé un appel vibrant aux populations pour qu'elles unissent leurs forces avec les forces de défense et de sécurité. Il s'agit, selon lui, de «mettre hors d'état de nuire les individus sans foi ni loi qui continuent de s'attaquer aux paisibles citoyens».

Un Renforcement de la Sécurité Intérieure Envisagé

Le coordinateur général de la BAC a rassuré la population sur les résultats escomptés de ce déploiement élargi. « Nous sommes là pour le départ des hommes déployés à l'intérieur du pays. Après ce déploiement, la criminalité va diminuer dans les zones à l'intérieur du pays et ils vont lutter efficacement contre les coupeurs de route. Cela va aider la population à être en paix », a déclaré le colonel Djenaba Sory Camara, au micro de la télévision nationale.

Ce déploiement ambitieux de la BAC marque une étape cruciale dans l'effort continu pour instaurer une sécurité renforcée dans tout le pays. Avec la prévention, la dissuasion et l'intervention comme piliers, cette force spécialisée se dresse en rempart protecteur pour les citoyens et leurs biens, tandis que la collaboration citoyenne est appelée à jouer un rôle vital dans la réalisation de cet objectif national.

du secrétaire général du ministère de la sécurité et de la protection civile, Nouhan Traoré, cette expansion marque une étape significative dans la transition vers une sécurité accrue pour tous les citoyens. « Avant septembre 2021, les BAC étaient réduites à la protection des citoyens de Conakry et environs. Aujourd'hui, grâce aux efforts du CNRD, les BAC vont être présentes dans l'ensemble des régions administratives du pays. Cela est une marque indélébile, une marque de détermination des autorités de la transition de faire en sorte qu'en tant que citoyens, notre sécurité soit assurée. Nous disions à nos hommes qui sont déployés dans les régions administratives que leur mission première en allant dans ces zones est d'assurer la protection des personnes et de leurs biens », a souligné Nouhan Traoré.

Prévention, Dissuasion et Intervention

Le directeur général de la police, quant à lui, a clarifié les objectifs opérationnels de la BAC dans ses nouvelles sphères d'intervention. « Les activités de la BAC seront essentiellement axées sur la prévention, la dissuasion et l'intervention. Pour y parvenir, les autorités de la transition, à leur tête le chef suprême des armées, n'ont pas lésiné sur les moyens. Il faut que ces moyens produisent des im-

Diasporas africaines en Afrique

En Côte d'Ivoire, les Guinéens d'Abidjan

Près de 3 millions de Guinéens vivent en Côte d'Ivoire, selon Kaba Sekou, le président du Haut Conseil de la diaspora section Côte d'Ivoire. Guinéens et Ivoiriens sont proches par la géographie, la langue, la culture et même la gastronomie. Reportage à Adjamé, l'un des quartiers de prédilection de la diaspora guinéenne d'Abidjan.

Mariam Diallo vit en Côte d'Ivoire depuis 20 ans. Dans ce coin de rue d'Adjamé, au centre d'Abidjan, elle vend des plats bon marché qu'elle maintient au chaud sur son petit stand. Les Guinéens sont nombreux dans ce quartier populaire, raconte-t-elle, ainsi qu'à Yopougon et à Treichville. Leurs secteurs de prédilection ? Le commerce, la couture et surtout, la restauration. « Je me sens bien ici, les affaires vont bien. J'ai mon petit restaurant où je vends du riz, des sauces feuilles, du mafé. C'est de la cuisine guinéenne. Mais j'ai des clients ivoiriens, des clients guinéens, des clients nigériens... Tout ! »

Les Ivoiriens associent le nom de « Diallo », l'un des plus répandus en Guinée, aux boutiquiers et surtout aux kiosquiers. Ils servent le matin du pain et du café, et toute la journée, des spaghettis, des rognons et des petits pois. Une tradition culinaire qui n'est ni totalement ivoirienne, mais née précisément dans cette diaspora. Un symbole de l'intégration, se félicite Abdoulaye Sow, résident de Côte d'Ivoire depuis 1992, qui tient l'un de ces kiosques. « Les débuts étaient difficiles pour nous ici, les étrangers subissaient des tracasseries policières, mais les choses se sont améliorées et maintenant les Guinéens et les Ivoiriens vivent

en bonne intelligence : » Sans problème ».

Pendant les différentes crises politiques de Côte d'Ivoire, les Guinéens ont moins été ciblés que les autres ressortissants de la sous-région, comme les Burkinabés et des Maliens, explique Ahmadou Lamarana Diallo, 39 ans, commerçant et professeur de fulfulde à l'Académie ivoirienne des langues maternelles. En revanche, la Guinée n'est pas membre de l'Uemoa, et ses ressortissants peuvent parfois en pâtir. « La Guinée, c'est un pays voisin de la Côte d'Ivoire, mais d'une certaine manière, un peu éloigné. Appeler à Conakry, c'est plus cher qu'appeler au Niger. Les étudiants guinéens ici, qui sont hors Uemoa, nous payons parfois six fois plus cher que les Ivoiriens. Pour un master ici, il faudra déboursier 400 000 francs CFA, tandis qu'un Ivoirien, c'est 60 000, et un Malien, c'est 100 000. Pour une licence, le Guinéen paie 300 000 et le Malien, 100 000. Nous souhaiterions que cela se règle. Il y a beaucoup de jeunes ici, qui ont le bac ivoirien, qui sont nés et ont grandi ici, ils ne peuvent pas continuer leurs études dans les institutions de l'enseignement supérieur public au même titre que leurs voisins maliens ou nigériens. » Les premiers Guinéens de Côte d'Ivoire étaient des intellectuels et des réfugiés politiques, raconte Ahmadou Lamarana Diallo, qui fuyaient le régime de Sékou Touré. Mais aujourd'hui, la plupart des membres de la diaspora s'y sont installés pour des raisons économiques. Ils rêvent de retourner finir leurs jours en Guinée, en laissant leurs enfants en Côte d'Ivoire, pour poursuivre leurs activités.

Recensement général de la population en Guinée

Un sujet en débat au cœur de la transition, selon Lansana Kouyaté

Le Président du PEDN remet en question l'importance du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH4) dans le contexte de la transition guinéenne.

Au sein du paysage complexe de la transition en République de Guinée, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH4) occupe une place centrale dans le chronogramme en cours. Cependant, pour Lansana Kouyaté, figure de proue du Parti de l'Espoir et du Développement National (PEDN), cette composante suscite des interrogations quant à sa pertinence. Lors d'une assemblée générale hebdomadaire de son parti, le samedi 19 août 2023, Kouyaté a remis en question l'importance du RGPH4 dans le contexte de la transition en cours.

Lors d'une réunion ministérielle ayant réuni les coalitions pour discuter du chronogramme de la transition, le ministre de l'administration du territoire a exposé les avancements du plan en question. Toutefois, Lansana Kouyaté souligne le manque de clarté dans la communication de ce chronogramme, notant que son déploiement varie selon les régions. « Bien qu'il soit indéniable que le RGPH re-

présente une étape cruciale pour tout pays, il est cependant légitime de se demander si cette importance est comparable dans le contexte spécifique d'une transition politique », a déclaré Kouyaté devant l'assemblée.

Le président du PEDN a également mis en lumière le rôle essentiel à vocation d'état civil (RAVEC) dans l'établissement de la liste électorale. Toutefois, il a souligné que la mise en œuvre du RAVEC exige une série de démarches complexes et délicates. Dans son allocution, Kouyaté a insinué qu'un examen approfondi de l'état actuel des préparatifs serait présenté par la conférence des coalitions dans une lettre adressée aux parties concernées.

Pourtant, certains observateurs politiques et acteurs sociaux estiment que de tels débats pourraient potentiel-



lement retarder le cours déjà tumultueux de la transition guinéenne. Alors que les citoyens guinéens et la communauté internationale surveillent attentivement chaque étape de cette période de transition, les questions autour du RGPH4 et du RAVEC démontrent l'ampleur des défis à surmonter pour garantir un processus politique fluide et équitable dans le pays.

Abdoul Chaolis Diallo

SIGUIRI

Un mort dans l'éboulement d'un mine d'or

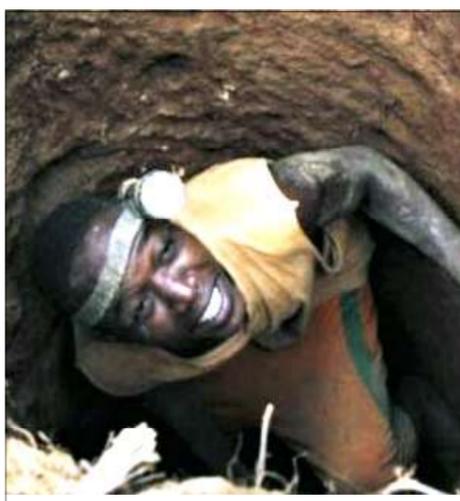
Mamoudou Simagan, marié et père de 5 enfants, a trouvé la mort suite à un éboulement survenu le dimanche 20 Août 2023 dans une mine d'or à Siguiiri, rapportent des témoins.

« Le corps a été retrouvé et remis à sa famille », a indiqué une de nos sources.

Cet énième incident vient s'ajouter à une longue liste de décès constatés dans la zone minière de l'Est du pays suite à des éboulements.

En décembre 2015, au moins 13 personnes ont trouvé la mort dans les mêmes circonstances, provoquant l'émoi dans le pays.

Alpha Amadou Diallo



Conflit brûlant entre l'AMG et Charles Wright

Les magistrats au bord du précipice



Le bras de fer tendu entre l'Association des Magistrats de Guinée (AMG) et Charles Wright, le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, continue de s'intensifier, laissant entrevoir un dénouement incertain. Tandis que l'AMG a appelé les magistrats à observer un sit-in en signe de protestation contre un arrêté ministériel suspendant deux magistrats en fonction au Tribunal de Première Instance de Labé, le Ministre en question se montre inflexible. D'une voix catégorique, il lance une mise en garde sévère à l'encontre de tout magistrat qui se rallierait à la démarche de l'association.

« Quiconque parmi les magistrats décidera de s'arrêter sera considéré comme ayant abandonné son poste, et nous assumerons toutes les conséquences qui en découlent. Pour le moment, les magistrats sont tenus de continuer à s'acquitter de leurs obligations, conscients que la légalité ne peut être réclamée à partir de l'illégalité », déclare Alphonse Charles Wright, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, lors de son entretien avec nos confrères de Radio Fim.

Dans une récente publication sur sa page Facebook la semaine dernière, Maître Mohamed Traoré, avocat et conseiller au Conseil National de Transition (CNT), a émis l'idée que le Ministre devrait reconsidérer son arrêté afin d'éviter une crise au sein du système judiciaire guinéen. Sollicité pour réagir à cette suggestion, Charles Wright n'a pas mâché ses mots en critiquant la position prise par l'ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats.

« Je ne vais pas retirer l'arrêté. Il est primordial que tout le monde comprenne cela. Cet arrêté a été émis en toute légalité. J'ai saisi le Conseil Supérieur de la Magistrature et je respecte profondément les membres de cette institution. Ils sont en mesure de prendre les décisions qu'ils jugent nécessaires », coupe court le Ministre.

Le duel d'opinions entre l'AMG et le Ministre Charles Wright laisse planer une incertitude quant à l'issue de cette confrontation, tandis que les magistrats demeurent au cœur de cette joute de principes juridiques.

Agassimou L Diallo

Enseignants contractuels de Conakry bravent les rues

Appel pressant aux collègues régionaux pour rejoindre la lutte

Une onde de frustration et de détermination s'est propagée dans les rues de Conakry aujourd'hui alors que les enseignants contractuels de la capitale ont exprimé leur indignation face à une situation qui ne peut plus être contenue.



Rassemblés en une force vocale et tenace au siège de la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG), ils ont lancé un appel retentissant aux enseignants des régions environnantes à se joindre à leur mouvement grandissant.

Cette manifestation, orchestrée le lundi 21 août 2023, a été le point culminant de mois de patience qui s'est épuisée. Les enseignants contractuels de Conakry ont décidé qu'il était temps d'élever la voix contre les méandres du système. Accusant certaines entités syndicales de détournement à des fins personnelles de leur cause légitime, ces éducateurs dévoués ont dénoncé une trahison de la confiance placée en eux.

Les doigts accusateurs se sont tournés vers leur propre coordinateur national, qui selon eux, n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités. Pévé Guilavogui, porte-parole du groupe en colère, a souligné

avec frustration : « Il a pris une part et en a laissé une autre. Il ne nous a pas reconnus malgré notre statut de contractuels depuis 2018. Nous sommes présents dans les salles de classe, nous faisons partie intégrante de ce système éducatif. »

Le nouveau coordinateur général des enseignants contractuels, Mohamed Latif Brahim Salim, a pris les rênes de cette lutte ardente. S'exprimant avec une détermination inébranlable, il a souligné : « Notre objectif demeure inchangé : notre intégration sans passer par un concours. » Il a rappelé la liste soumise en 2022, en réponse à l'appel du président de la transition, une liste qui devait initier une mutation des enseignants contractuels vers leurs postes assignés. Cependant, il a pointé du doigt un acte de trahison en déclarant : « Le lendemain, nous avons découvert que plus de 1000 enseignants avaient été omis. Qui est à blâmer pour

cette liste manipulée ? Certains syndicats, que je ne nommerai pas ici, ont joué avec nos vies. »

Mohamed Latif Brahim Salim et ses camarades de lutte ont maintenant décidé de prendre les choses en main après cinq années de marginalisation par des syndicats qui, selon eux, ont trahi leur devoir de défendre les enseignants contractuels. « Nous nous érigeons contre cette tromperie », a-t-il souligné avec passion, appelant ensuite tous les coordinateurs régionaux et préfectoraux à rejoindre leurs rangs. « Notre détermination ne se limitera pas à Conakry seulement. »

Alors que le soleil se couchait sur cette journée de protestation, l'avenir des enseignants contractuels de Guinée semblait plus résolu que jamais. L'appel pressant à l'unification au-delà des frontières de la capitale résonnait comme un appel à la justice longtemps attendue dans les salles de classe et au-delà.

Pièges à bord

Révélations choquantes sur les méthodes des escrocs qui ciblent les taxis à Conakry



venus me chercher à l'aéroport avec deux personnes à l'arrière, dont une femme. Le gars près de la porte conducteur a fait semblant de m'aider à bien fermer la porte, mais le joint en

caoutchouc n'était pas bien positionné. « J'ai arrêté la voiture et m'a demandé de réparer le joint en caoutchouc avant de fermer la portière. Comme la femme assise là ne disait rien, j'ai placé mon sac entre nous. Je lui ai fait confiance, pensant que nous étions toutes les deux des femmes. En arrivant à Bonfi, ils m'ont mis dehors. et j'ai continué avec la femme en me disant de ne pas payer le billet. Quand j'ai essayé de retirer de l'argent pour prendre une moto, je n'ai rien trouvé dans mon sac. C'est à ce moment-là que j'ai réalisé qu'ils avaient volé tout ce que j'avais. »

Les vols récurrents de téléphones et d'objets de valeur dans le trafic intense de Conakry sont devenus un calvaire quotidien pour de nombreux citoyens. Au milieu de diverses tactiques astucieuses, les chauffeurs de taxi de Conakry se retrouvent souvent par inadvertance à aider ces criminels qui se présentent astucieusement comme des compagnons utiles. Particulièrement aux heures de pointe (8h et 18h), les grands ronds-points et les taxis deviennent des terrains fertiles pour ces malfaiteurs.

En s'aventurant sur les grands axes routiers de Conakry, plusieurs citoyens se disent « victimes » de ce type de vols en transit. Fatoumata Touré, rencontrée au carrefour de Kenien, a partagé son expérience déchirante :

« J'ai pris un taxi depuis Camp Carrefour jusqu'à l'autoroute pour me rendre à Bonfi. Dès mon arrivée, ils m'ont dit que la porte n'était pas bien fermée. pour le sécuriser, ils ont dit que le chauffeur devait se garer correctement pour fermer la porte. Ensuite, le chauffeur m'a informé qu'il devait emmener la voiture au garage et qu'il me laisserait avec les deux autres passagers sur le chemin. J'ai accepté, car je J'étais en retard, c'est à ce moment-là qu'ils m'ont volé mon téléphone et 300 000 GNF, ils m'ont déposé à l'aéroport et m'ont même dit de ne pas payer le billet. Ce n'est que lorsque je suis sorti de la voiture et que j'ai essayé d'appeler que j'ai réalisé que mon téléphone et mon argent manquaient dans mon sac. J'ai essayé de les retrouver en moto, mais hélas. »

Poursuivant notre route, nous avons rencontré Makagbè Keïta, une femme d'une soixantaine d'années du quartier de l'Aviation. Elle raconte son histoire : « Ils sont

Blâmer les rabatteurs

Parfois, les rabatteurs sont pointés du doigt, car ils « forment un réseau de vols aux grands carrefours. Certains font semblant de monter dans le taxi avec vous tout en essayant de vous voler », souligne Abdoulaye Bah d'Enco 5 Estate.

À Cosa, nous avons été confrontés à un autre cas de vol. Oumar Bah était en route pour Kaloum lorsque son téléphone lui a été arraché des mains alors qu'il était en communication avec son frère. « J'étais dans un taxi en route vers Kaloum. Quand je suis arrivé à Cosa, mon frère m'a appelé. Alors que je parlais au téléphone, un type s'est approché comme s'il traversait la route, puis il m'a soudainement arraché mon téléphone des mains et a couru dans les ruelles du quartier. »

Récemment, les services spéciaux de lutte contre la grande délinquance et le crime organisé ont arrêté trois individus à Kipé pour « vol de téléphone et extorsion présumés ». Malgré leurs efforts, le problème persiste, ravivant le débat sur l'insécurité dans la capitale guinéenne.

Putsch niger

L'UA « prend acte » des décisions de la CEDEAO...

Le Conseil paix et sécurité de l'Union Africaine (UA) a pris « acte » des différentes décisions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au sujet de la situation au Niger où une junte militaire a renversé le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum.



COMMUNIQUÉ

Adopté par le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) lors de sa 1168e réunion tenue le 14 août 2023, sur l'exposé actualisé de la situation au Niger.

Le Conseil de Paix et de Sécurité,

***Rappelant ***la Déclaration [Ext/Assembly/AU/Decl.(XVI)] sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement, adoptée par la 16e Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'UA tenue à Malabo, Guinée équatoriale, du 27 au 28 mai 2022 ; les décisions AHG/Dec.141(XXXV) et AHG/Dec.142(XXXV), adoptées par la 35e Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA tenue à Alger, Algérie, du 12 au 14 juillet 1999 ; la Déclaration sur le Cadre pour une réponse de l'OUA au changement anticonstitutionnel de gouvernement, adoptée par la 36e Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'OUA tenue à Lomé, Togo, du 10 au 12 juillet 2000 (la Déclaration de Lomé) ; et la Déclaration solennelle du 50e anniversaire de l'OUA/UA, adoptée à Addis-Abéba le 25 mai 2013 ;

R a p p e l a n t également ses décisions et prises de position sur la situation au Niger, en particulier le Communiqué [PSC/PR/COMM.1164 (2023)] adopté lors de sa 1164e réunion tenue le 28 juillet 2023 ; le Communiqué de presse du Président de la Commission de l'UA, S.E. Moussa Faki Mahamat, publié le 26 juillet 2023 ;

Respectant l'Acte constitutif de l'UA, le Protocole relatif à la création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine, en particulier l'Article 7 (g) et la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance ; **tout en réitérant** la tolérance zéro

de l'UA à l'égard des changements anticonstitutionnels de gouvernement, conformément à l'Article 4 (p) de l'Acte constitutif de l'UA;

Réaffirmant la détermination à faire taire les armes en Afrique à l'horizon 2030 et à créer les conditions propices à la réalisation de la vision de l'UA d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses populations et représentant une force dynamique sur la scène mondiale, ainsi que de l'Agenda 2063 de l'UA ;

Prenant note de l'allocution liminaire de S.E. Ambassadeur Willy Nyamitwe, Représentant permanent de la République du Burundi auprès de l'UA et Président du CPS pour le mois d'août 2023 ; des communications de S.E. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'UA et de S.E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité ; ainsi que des déclarations faites par S.E. Ambassadeur Abdel-Fatau Musah, Commissaire aux Affaires politiques, à la Paix et à la Sécurité de la CEDEAO, de S.E. Ambassadeur Amadou Hassane Mai Dawa, Représentant permanent de la République du Niger auprès de l'UA ; et de S.E. Ambassadeur Nasir Aminu, Représentant du Président de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; et

Agissant en vertu de l'Article 7 de son Protocole, le Conseil de Paix et de Sécurité,****

1. Réitère sa profonde préoccupation face à la résurgence des coups d'État militaires qui compromettent la démocratie, la paix, la sécurité et la stabilité, ainsi que le développement du Continent ;

2. Réitère également sa condamnation sans équivoque du coup d'État militaire qui a eu lieu le 26 juillet 2023 au Niger et qui a abouti à l'éviction d'un pré-

sident démocratiquement élu, S.E. Mohamed Bazoum, par une faction d'officiers militaires ;

3. *Se félicite ***du Communiqué final du Sommet extraordinaire de l'Autorité des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur la situation politique au Niger, adopté le 30 juillet 2023, et du Communiqué final du 2e Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur la situation politique au Niger, adopté le 10 août 2023 ;**

4. Prend note de la décision de la CEDEAO de déployer une Force en attente et ***demande ***à la Commission de l'UA d'entreprendre une évaluation des implications économiques, sociales et sécuritaires du déploiement d'une Force en attente au Niger et d'en faire rapport au Conseil ;

5. Réaffirme sa pleine solidarité avec les efforts de la CEDEAO dans son engagement soutenu en faveur du rétablissement de l'ordre constitutionnel par des moyens diplomatiques ;

6. *Salue et soutient fortement ***les efforts inlassables déployés par la CEDEAO en vue du rétablissement pacifique de l'ordre constitutionnel dans la République du Niger ; et demande à la Commission de l'UA de nommer et de déployer un Haut Représentant pour encourager les efforts de médiation de la CEDEAO ;**

7. Décide, conformément aux instruments pertinents de l'UA, en particulier l'Acte constitutif de l'UA, le Protocole relatif à la création du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine et la Charte africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance, de suspendre immédiatement la participation de la République du Niger de toutes les activités de l'UA et de ses organes et institutions jusqu'au rétablissement effectif de l'ordre constitutionnel dans le pays ;

8. À cet égard, exhorte tous les États mem-

bres de l'UA et la communauté internationale, y compris les partenaires bilatéraux et multilatéraux, à rejeter ce changement anticonstitutionnel de gouvernement et à s'abstenir de toute action susceptible de conférer une légitimité au régime illégal du Niger ;

9. Se félicite du communiqué du Président de la Commission de l'UA publié le 10 août 2023 concernant le mauvais état de santé et la détention du président Mohamed Bazoum ; à cet égard, **réitère son exigence** pour la libération immédiate et inconditionnelle de S.E. le Président Mohamed Bazoum et de tous les autres détenus, et le respect de leurs droits humains, y compris la protection de leur santé physique et de leur intégrité morale ;

10. Fait sien le paragraphe 10 (k) du Communiqué final de l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO sur la situation politique au Niger, adopté le 30 juillet 2023, concernant l'imposition de mesures punitives, **tout en veillant** à son application progressive et en minimisant son effet disproportionné sur les citoyens du Niger ;

11. Demande à la Commission de l'UA, en étroite collaboration avec la Commission de la CEDEAO, de compiler et de soumettre d'urgence la liste des membres de la junte militaire et de leurs soutiens militaires et civils, y compris ceux qui sont impliqués dans la violation des droits fondamentaux du Président Bazoum et d'autres détenus, en vue de sanctions ciblées et de l'application de mesures punitives individuelles ;

12. *Salue ***les efforts de la CEDEAO sous la direction de S.E. Bola Ahmed Tinubu, Président de la République fédérale du Nigeria et appelle** les États membres à mettre pleinement en œuvre les sanctions imposées par la CEDEAO et approuvées par le CPS et **demande** à la Commis-

sion, en consultation avec la CEDEAO, d'informer régulièrement le Conseil sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des sanctions imposées ;

13. Invite la junte militaire au Niger à coopérer avec la CEDEAO et l'UA en vue d'un rétablissement pacifique et rapide de l'ordre constitutionnel et **appelle** le peuple nigérien à rester calme, à s'abstenir de toute action susceptible d'envenimer la situation et à adopter pleinement une approche pacifique en vue du rétablissement de l'ordre constitutionnel dans le pays ;

14. Rejette fermement toute ingérence extérieure d'un acteur ou d'un pays extérieur au Continent dans les questions de paix et de sécurité en Afrique, y compris les engagements de sociétés militaires privées sur le continent, conformément à la Convention de l'OUA de 1977 pour l'élimination du mercenariat en Afrique ;

15. Exhorte vivement les militaires à placer les intérêts suprêmes du Niger et de son peuple au-dessus de tout, et de retourner immédiatement et sans condition dans les casernes et de se soumettre aux autorités civiles conformément à la Constitution du Niger ; et

16. Décide de demeurer activement saisi de la question.

Ci-joint la version PDF du rapport

RAPPORT UA Conseil paix et sécurité

Un porte parole de la CEDEAO a affirmé suite à la réunion des chefs d'états majors des pays membres de l'institution sous-régionale que le jour de l'intervention militaire envisagée « est connu », ce qui met la pression sur la junte militaire nigérienne dirigée par le général Abdourahmane Tchiani qui tient « en otage » le président Bazoum.

Alpha Amadou Diallo

Honorable Cellou Baldé

Décret

Refuser d'alimenter le coup de pub de Gaoual



Dans une récente interview franche accordée à Radio Espérance à Labé, l'ancien député élu solitaire de Labé, Mamadou Cellou Baldé, a abordé trois sujets centraux d'intérêt national : l'exil ou la détention de certains hommes politiques, la controverse La Cour de répression des délits économiques (CRIEF) et l'ambition audacieuse d'Ousmane Gaoual Diallo de succéder à Cellou Dalein au sein de l'UFDG.

Abordant la question persistante du harcèlement politique et judiciaire, Cellou Baldé s'est exprimé avec passion : « Certains sont en exil, d'autres sont derrière les barreaux – Sidya, Cellou et Aboubacar Soumah... » Il a mis en lumière le sort de ces personnalités tout en plaidant pour la justice et l'équité.

Au sujet de la CRIEF, l'ancien représentant de Labé a demandé sa dissolution. Il s'est dit préoccupé par le caractère apparemment discriminatoire des arrestations effectuées sous sa juridiction, impliquant notamment des individus soupçonnés de détournement de fonds, de blanchiment d'argent ou de

corruption. « Mettez fin à ce CRIEF », implore-t-il. « Nous le percevons comme rien de plus qu'une juridiction opportune et sélective établie pour persécuter, appréhender et réprimer les activités des dirigeants politiques charismatiques. »

Cependant, ce qui a véritablement incité Cellou Baldé à réagir, c'est l'affirmation audacieuse d'Ousmane Gaoual selon laquelle il avait l'intention de succéder à Cellou Dalein à la tête de l'UFDG. « Cet individu ne cherche qu'à attirer l'attention, à faire du buzz, et nous ne serons pas complices de son coup de pub », a déclaré l'ancien député de Labé.

Dans un domaine où se croisent dynamiques politiques et ambitions, les propos de Cellou Baldé touchent au cœur des problématiques dominantes. Alors qu'il partageait franchement son point de vue sur les exilés, les incarcérés, l'énigmatique CRIEF et Gaoual en quête d'attention, ses paroles résonnaient comme un aperçu faisant autorité du réseau complexe de la politique guinéenne.

Algassimou L Diallo

Le colonel Doumbouya choisit les membres du CA de l'ONFPP

Dans la soirée de ce mardi 22 août 2023, le chef de la junte militaire en Guinée, le colonel Mamadi Doumbouya, a procédé à la nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnel (ONFPP).

Le décret lu à la télévision nationale donne les noms suivants :

1-Président : Dr Antoine Sovogui, conseiller à la Présidence de la République chargé des relations avec les institutions républicaines

Membres

1-M. Ibrahima Kalil Keita, Directeur général du bureau de stratégie et de développement au Ministère du Travail et de la Fonction Publique

2- Mme Housséynatou Bah, Directrice adjointe à l'Agence de promotion et d'investissement privé (API-Guinée)

3- M. Lanciné



Béavogui, conseiller juridique au Ministère de l'Enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'emploi

4- Mme Maria Diané, secrétaire générale

de la Confédération générale des entreprises de Guinée

5- M. Mamadou Gandho Bah, Directeur national au Ministère de l'Economie et des Finances

6- M. Sékou Camara, secrétaire exécutif chargé des conflits et négociations à la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG)

7- M. Thierno Madjou Diallo, secrétaire exécutif chargé de la presse et de la communication à la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG)

Alpha Amadou Diallo

Coup de filet au Mali

618 cartons de poulet contrefait en provenance de Guinée interceptés par les douanes

Dans une opération d'envergure, les autorités douanières du Mali ont déjoué une tentative d'importation illégale en mettant la main sur pas moins de 618 cartons de viande de poulet. Les contrebandiers à l'audace démesurée tentaient d'introduire frauduleusement cette cargaison en provenance de Guinée sur le sol malien.

Le coup de maître a été réalisé le 14 août dernier sous la houlette de la Direction du Renseignement et de la Lutte contre la Fraude, réaffirmant ainsi l'engagement inébranlable des autorités à combattre les pratiques illicites.

L'origine singulière de

cette cargaison de poulets a retenu l'attention. En effet, les cartons chargés de volaille frauduleuse affichent une provenance étonnante : le Brésil. Par un circuit aussi complexe qu'audacieux, ces produits contrefaits ont d'abord transité par la Guinée, avant d'être discrètement acheminés par voie fluviale jusqu'au territoire malien.

Cet incident témoigne des défis persistants que les autorités maliennes doivent relever en matière de sécurité et de commerce illicite. Alors que la contrebande



alimentaire continue de menacer l'intégrité des frontières, les récents développements soulignent la nécessité d'une vigilance accrue et d'une coopération internationale renforcée pour préserver les intérêts nationaux et garantir la qualité des produits disponibles sur le marché.

Hady Tounkara

PUP dans la tourmente

Fodé Bangoura en péril face à une marée montante de mécontentement

Le Parti de l'Unité et du Progrès (PUP), fondé en son temps par feu le Général Lansana Conté, se trouve désormais au cœur d'une crise déchirante et tumultueuse.

Les coulisses du parti, habituellement cloisonnées, sont en train de laisser échapper un flot d'inquiétudes et de frustrations. La tête de Fodé Bangoura, l'actuel leader du PUP, est désormais en jeu, au cœur d'une tempête politique qui menace de l'emporter.

Malgré les démentis exprimés par la Direction nationale du PUP, la vérité éclate au grand jour suite aux révélations percutantes concernant la crise profonde qui ébranle actuellement les fondations du parti. Des femmes, déterminées comme jamais, ont envahi le siège du Parti de l'Unité et du Progrès en ce samedi 19 août 2023. Leur revendication est sans équivoque : elles exigent non seulement un con-

grès dirigé par Fodé Bangoura, mais aussi son départ pur et simple.

Malgré l'empêchement de tenir leur mécontentement à l'intérieur du siège du parti, ces femmes, farouches et résolues, ont réussi à exprimer leur frustration aux portes même du siège et, de surcroît, devant la demeure d'un ancien dignitaire du régime de Conté. Leur détermination est sans pareille, et cette fois-ci, elles se dressent face à Fodé Bangoura en personne, refusant de se cacher derrière l'anonymat. Leur cri du cœur est clair, et elles sont décidées à se faire entendre.

Cependant, ces critiques ne sont pas uniquement le fait des femmes en colère. Au sein même du parti, des

murmures suggèrent que certains membres du Bureau politique sont eux aussi profondément insatisfaits de la gestion chaotique du parti sous la houlette de Fodé Bangoura, anciennement secrétaire général tout-puissant à la Présidence sous le règne de Lansana Conté. Des figures de proue du PUP ne semblent plus être en phase avec le leader contesté du parti. Même Moussa Solano, prédécesseur de Fodé Bangoura à la présidence, fait partie de ceux qui doutent de sa capacité à diriger efficacement le parti. On lui reproche d'avoir manqué d'un bilan satisfaisant, comme l'illustre l'absence du parti lors des dernières élections nationales.

En somme, la continuité de Fodé Bangoura à la tête du PUP est plus incertaine



que jamais. Les appels répétés en faveur d'un congrès mettent en évidence un profond malaise qui s'est installé entre les militants et leur leader. Les vents de changement soufflent fort et menacent de l'emporter.

Fodé Bangoura parviendra-t-il à naviguer au travers de cette tempête politique et à retrouver une assise solide ? L'avenir seul pourra éclairer ces incertitudes.

Abdoul Chaolis Diallo

Dr Bernard Goumou

Ferme soutien de la Guinée envers le Niger, appel à un dialogue constructif

Dans une déclaration publique marquée par une clarté indéniable, le Premier ministre de la transition guinéenne, Dr Bernard Goumou, a réitéré l'engagement inébranlable de son pays envers la junte nigérienne.

Avec une position immuable, le Dr Goumou a affirmé que la solidarité de la Guinée envers le peuple frère du Niger et ses autorités demeure inchangée. « Il est impératif d'établir un dialogue constructif », a-t-il soutenu, soulignant que les peuples africains sont unis par des liens de destin, d'histoire, de géographie et de culture. Cette vision de dialogue, empreinte de respect pour la dignité et la souveraineté de chaque partie, a été partagée par le Premier Ministre lors d'une entrevue accordée à TV5 Monde.

La position de la Guinée se dresse résolument contre toute forme d'intervention

militaire au Niger. Dr Bernard Goumou n'a ménagé aucun effort pour réaffirmer cette position sans ambiguïté, tout en exposant le soutien solide de son pays envers le Niger. Interrogé au sujet du type de soutien que la Guinée envisagerait si une intervention militaire de la CEDEAO devait se concrétiser, le chef du gouvernement guinéen a opté pour une réponse prudente. « L'idée d'une intervention au Niger est exclue de notre perspective. Notre appel demeure en faveur d'un dialogue constructif, et nous sommes aux côtés du peuple nigérien ainsi que de ses autorités », a-t-il déclaré, rappelant l'expression claire de

cette solidarité dans le communiqué émanant des plus hautes instances de son pays.

Cette déclaration du Premier Ministre guinéen, Dr Bernard Goumou, marque un engagement résolu envers le Niger et son peuple, tout en plaidant pour une résolution pacifique des défis auxquels fait face la nation nigérienne. Un appel vibrant au dialogue constructif, porté par la volonté de préserver la dignité et la souveraineté des parties concernées, se dresse au centre de cette position soutenue par la Guinée.

Abdoul Chaolis Diallo



Conseils de quartier
et de district

La proposition «pertinente» des acteurs du cadre de dialogue pour la désignation

Alors que le décret du Colonel Mamadi Doumbouya concernant la nomination des conseils de quartiers et de districts par les gouverneurs continue de susciter des controverses, la convergence des acteurs sociopolitiques du cadre de dialogue avance une proposition audacieuse pour résoudre ce délicat problème. Cette initiative propose un modèle de désignation exceptionnel pour la période de transition, laissant la porte ouverte au retour des élections dans les années à venir.

Les facilitatrices ont orchestré une réunion cruciale ce mardi, 22 août 2023, rassemblant les ténors politiques et sociaux du pays à Conakry. L'objectif impérieux était de forger un consensus autour de cette épineuse question. Toutefois, un certain nombre d'acteurs sociopolitiques, dont certains avaient participé aux dialogues avec les autorités de la transition, ont publiquement décliné l'invitation, préférant ne pas y répondre.

Une exception notable à cette tendance de retrait est la Convergence des acteurs sociopolitiques du cadre de dialogue. Cette faction, dirigée par Dr Ibrahima Sory Diallo, a récemment sollicité les facilitateurs pour organiser une rencontre axée sur le débat de la désignation des conseils de quartiers et de districts. Dans une interview accordée à notre rédaction, le coordinateur a affirmé leur engagement ferme à participer à cette assemblée.

« Nous irons pour réitérer notre position, qui consiste à exiger des élections dans les quartiers et les districts. Nous avons déjà formulé cette demande lors des dialogues et avons trouvé un consensus à ce sujet. Cependant, le CNRD (Co-



mité National pour le Rassemblement et le Développement) nous a informé que garantir le respect de la période de transition de 24 mois serait difficile si nous optons pour des élections pour les conseils de quartiers et de districts. C'est alors que nous avons retiré cette proposition, mais nous n'avons pas encore défini le mode de désignation des dirigeants locaux », a expliqué Dr Ibrahima Sory Diallo.

En ce qui concerne le mécanisme de désignation, la Convergence affirme posséder une proposition « pertinente » qui pourrait offrir une issue au dilemme actuel. « Nous ne croyons pas que la désignation devrait être du ressort d'un gouverneur. Notre vision pour la période transitoire implique de

ne pas recourir aux élections dans les quartiers et les districts, mais plutôt de laisser cette responsabilité entre les mains des acteurs locaux : les conseils des sages, des femmes et des jeunes. Ces comités se réuniraient pour sélectionner les conseils de quartiers et de districts. La simplicité est évidente », a souligné Dr Ibrahima Sory Diallo.

Alors que le débat continue de faire rage autour de la désignation des conseils de quartiers et de districts, la proposition innovante de la Convergence offre une perspective alternative intéressante. Reste à voir si cette vision parviendra à unifier les différentes perspectives et à ouvrir la voie à une solution durable pour cette question cruciale.

Sylla Aminata (Stagiaire)

Soutien Inébranlable de l'Amérique
du Nord à Cellou Dalein

L'UFDG réaffirme son appui

Dans un geste solennel empreint de détermination, les 14 Fédérations de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) basées en Amérique du Nord ont récemment élevé leur voix pour exprimer un soutien inébranlable à Cellou Dalein Diallo, figure de proue du parti. Au nom des fervents militants et des leaders engagés de leurs fédérations respectives, ces organismes ont déployé un front uni pour renouveler leur solidarité envers le Président Dalein, qui a été la cible d'une série de revers incluant spoliation, injustices et diffamation orchestrés par la junte gouvernante en Guinée.



La déclaration, émanant de ces structures stratégiquement implantées aux États-Unis et au Canada, a été mise en lumière lors de cette journée mémorable du mardi 22 août 2023. Témoinnant d'un engagement sans faille envers les idéaux défendus par Cellou Dalein Diallo et son équipe, les Fédérations d'Amérique du Nord de l'UFDG ont déclaré avec une détermination manifeste : « Nous réaffirmons notre confiance inébranlable envers le leader visionnaire, victime des manœuvres sournoises de la junte au pouvoir. Nous demeurons aux côtés du Président Dalein et de la Direction Nationale du parti, fermement attachés à la cause démocratique qu'ils incarnent. »

Cette déclaration de soutien fervent s'inscrit dans un contexte où les épreuves politiques et personnelles auxquelles Cellou Dalein Diallo a dû faire face ont suscité une réponse unie et passionnée de la part des diasporas UFDG réparties en Amérique du Nord. Loin de leur terre natale, ces fédérations ont démontré leur capacité à mobiliser et à défendre les principes pour lesquels le

parti s'efforce d'œuvrer.

Au-delà de la distance géographique, cet élan de solidarité témoigne du rayonnement international des enjeux politiques qui se déroulent en Guinée. Les militants et les leaders de l'UFDG en Amérique du Nord, conscients de l'importance de maintenir une voix critique et de défendre les droits démocratiques, ont envoyé un message clair : les valeurs incarnées par Cellou Dalein Diallo transcendent les frontières et sont soutenues avec ferveur.

Alors que l'horizon politique de la Guinée continue d'évoluer dans un climat d'incertitude, le soutien vibrant de ces fédérations UFDG d'Amérique du Nord illustre la solidarité internationale envers un leader politique qui incarne l'espoir d'un changement démocratique. Dans cette déclaration sans équivoque, les militants et les responsables de ces fédérations ont martelé leur engagement continu envers la vision de Cellou Dalein Diallo et leur détermination à défendre la démocratie contre vents et marées.

Algassimou L Diallo

Analyse de l'entrevue de Bernard Goumou sur TV5

Prise de position déterminée des facilitatrices

«Une Réception contrainte des directives», Selon l'UFR

La diffusion récente de l'interview du Premier ministre Bernard Goumou sur les ondes de TV5 a engendré une onde tumultueuse de critiques au sein des cercles politiques nationaux.



Au sein de cette tempête verbale, Fodé Baldé, en charge des affaires de communication au sein de l'Union des forces républicaines (UFR), s'exprime et se range parmi les voix insatisfaites, considérant l'apparition du chef de l'exécutif comme quelque peu décevante.

Le passage télévisé de Bernard Goumou, samedi dernier, au sein du Journal Afrique de TV5, a été catégorisé en tant qu'effondrement, en conformité avec l'avis d'un grand nombre d'observateurs avertis. Pour Fodé Baldé, le responsable de la communication au sein de l'UFR, cette prestation a laissé entrevoir un Premier ministre contraint de se conformer à un script pré-établi, une situation loin d'être satisfaisante dans un poste de cette envergure.

Dans les mots du représentant de l'Union des forces républicaines, «Nous avons été témoins d'un Premier ministre qui se voyait remettre un document contenant un script à suivre à la lettre. Sa lecture évidente à l'écran était regrettée.

À cette phase cruciale de la gestion d'un pays, de tels agissements sont vivement déconseillés.» Fodé Baldé avance l'idée que «Il aurait été plus judicieux de lui fournir des grandes lignes directrices, afin de lui accorder l'opportunité d'exprimer ses arguments personnels et ses convictions intimes.

L'impression qui prédomine est celle d'un dirigeant qui n'a pas véhiculé ses convictions profondes, mais qui a préféré relater fidèlement ce qu'il avait été instruit de transmettre».

En somme, cette sortie médiatique a engendré des interrogations sur le niveau d'autonomie de Bernard Goumou dans ses prises de position et soulève des questions pertinentes quant à sa capacité à véhiculer ses propres convictions au sein de la sphère publique. Cette analyse de l'interview par Fodé Baldé de l'UFR met en lumière le besoin d'une approche plus authentique et éclairée dans les interactions médiatiques des dirigeants de notre nation.

Davide Bonnadjèdè

Calmer les inquiétudes des acteurs socio-politiques au sujet des conseils de quartier et de district

Dans un effort pour apaiser les vives préoccupations qui ont secoué le pays depuis l'annonce du décret du Colonel Mamadi Doumbouya, les facilitatrices ont orchestré une rencontre stratégique avec les acteurs sociopolitiques ce mardi 22 Août 2023.

Cet événement, prévu de longue date, a été organisé afin de discuter de la nouvelle approche de désignation des conseils de quartier et de district. Ce sujet a suscité un débat enflammé depuis que le décret a été promulgué, conférant aux gouverneurs le pouvoir de nommer ces dirigeants locaux.

Dr. Makalé Traoré, porte-parole des facilitatrices, a souligné que la démarche de cette réunion avait pour but de donner une tribune aux inquiétudes exprimées par les acteurs sociopolitiques. « Depuis la publication de ce décret, nous avons constaté dans les médias un débat qui renvoie aux préoccupations, aux inquiétudes des acteurs socio-politiques. Et évidemment, le rôle du cadre de dialogue est de faciliter le dialogue entre les autorités et les parties prenantes au dialogue. Lorsque nous avons fait ce constat, nous avons pris l'initiative de les écouter et d'agrèger les différentes propositions et les remonter aux autorités pour voir ce qui peut être fait pour apaiser les inquiétudes », a-t-elle déclaré lors d'une interview accordée à nos confrères de FIM FM.

Cependant, le climat reste tendu alors que plusieurs acteurs clés ont décidé de ne pas s'engager dans les discussions organisées par les facilitatrices. Parmi eux, Lansana Kouyaté, Bah Oury et leurs collègues ont exprimé leur intention de traiter directe-



ment cette question avec le gouvernement, plutôt qu'à travers les intermédiaires. Néanmoins, Dr. Makalé Traoré a tenu à rassurer que leurs préoccupations, exprimées par écrit, ne seront pas laissées de côté. Elles seront intégrées dans un mémorandum exhaustif qui résultera des échanges entre les acteurs convoqués et les facilitatrices. Ce mémorandum, une fois finalisé, sera rapidement transmis aux autorités compétentes afin de garantir que les inquiétudes de toutes les parties soient prises en compte de manière adéquate.

« Donc, c'est vraiment d'essayer, puisqu'il y a quand même de notre point de vue une porte qui reste ouverte, c'est la porte de l'arrêt qui va organiser tout le mécanisme, alors, avant que

cet arrêté ne soit pris, pour nous, il est très important de porter ces préoccupations pour qu'elles soient justement prises en compte dans l'écriture de cet arrêté afin d'apaiser les préoccupations des acteurs socio-politiques », a ajouté Dr. Makalé Traoré, soulignant ainsi l'importance de l'approche collaborative dans la résolution de ce différend.

La rencontre convoquée par les facilitatrices se profile comme un effort concerté visant à dénouer les tensions résultant du décret controversé. Les voix des acteurs sociopolitiques sont écoutées et intégrées dans le processus de réflexion, avec l'espoir que cela conduira à un terrain d'entente entre toutes les parties concernées.

Saliou Keita

Santé... Santé... Santé...

Cancer

Un nouveau médicament capable de détruire les tumeurs solides à l'essai

Selon une étude pré-clinique, cette chimiothérapie pourrait anéantir toutes les tumeurs solides sans toucher aux cellules saines. L'anticancéreux pourrait être utile dans le traitement des cancers du sein, de la prostate, du cerveau, des ovaires, du col de l'utérus, de la peau et du poumon.



«Notre pilule anticancéreuse est comme une tempête de neige qui ferme un hub aérien clé, interrompant tous les vols entrants et sortants uniquement dans les avions transportant des cellules cancéreuses». C'est ainsi que Linda Malkas, professeur au centre de recherche City of Hope, tente de décrire ce nouveau traitement à la presse.

Après deux décennies d'expériences, le médicament aurait enfin pu faire ses preuves. Au travers d'une étude pré-clinique, dont les résultats sont parus dans la revue *Cell Chemical Biology*, on lit que cette chimiothérapie pourrait «anéantir» toutes les tumeurs solides. Le tout, en ciblant une protéine clé et sans endommager les cellules saines.

«En cas de succès, ce médicament serait révolutionnaire pour les personnes atteintes de cancer. Cependant, la recherche en est encore à ses débuts et il reste encore du travail à faire pour comprendre la réponse chez l'homme», a commenté le Dr Rupal Mistry, responsable principal de l'information sur la recherche chez Cancer Research UK, auprès

de The Independent.

Cibler une protéine délétère sans toucher aux cellules saines

L'anticancéreux AOH1996 ne porte pas ce nom par hasard. «AOH» ne sont autres que les initiales d'Anna Olivia Healy, une petite fille de neuf ans décédée en 2006 d'un neuroblastome cancéreux infantile rare. 1996 correspond à son année de naissance. «Nous étions arrivés trop tard pour aider Anna, mais nous pouvions aider d'autres personnes comme elle», a justifié la Pr Malkas, qui s'est inspirée de cette histoire pour développer cette pilule.

Avec ce médicament, celle-ci avait un objectif : cibler une protéine que personne n'avait encore réussi à viser, nommée antigène nucléaire des cellules proliférantes (PCNA). «Personne n'a jamais ciblé le PCNA parce qu'il était considéré comme 'inutilisable'», a déclaré Long Gu, auteur principal de l'étude, dans le communiqué. Sous sa forme mutée, cette protéine encourage la croissance des tumeurs en facilitant la réplication de l'ADN et la réparation des cellules cancéreuses.

Les expériences menées

sur des modèles animaux ont permis d'observer qu'AOH1996 pouvait inhiber PCNA. Mieux : testée dans plus de 70 lignées cellulaires, la chimiothérapie a permis de tuer les cellules cancéreuses en perturbant le cycle de reproduction cellulaire normal, sans interrompre celui des cellules souches saines.

L'essai de phase 1 en cours

La chimiothérapie a été efficace sur des cellules dérivées des cancers du sein, de la prostate, du cerveau, de l'ovaire, du col de l'utérus, de la peau et du poumon. Les expériences ont aussi mis en lumière la capacité du médicament à rendre les cellules cancéreuses plus sensibles aux agents chimiques causant des dommages à l'ADN ou aux chromosomes.

Parmi eux, le cisplatine, un médicament chimiothérapeutique. Pour les scientifiques, cela laisse entendre que l'AOH1996 pourrait devenir un outil utile dans les thérapies combinées ainsi que pour le développement de nouvelles chimiothérapies. En octobre 2022, un premier patient a reçu le traitement anticancéreux. L'essai clinique de phase 1 est toujours en cours et devrait durer au moins deux ans.

«Maintenant que nous connaissons le problème et que nous pouvons l'inhiber, nous allons creuser plus profondément pour comprendre le processus de développement de médicaments anticancéreux plus personnalisés et ciblés», a promis le Pr Long Gu.

Source : marieclaire.fr

Une «empreinte digitale» présente dans nos cellules permettrait de prédire le risque de cancer

À la manière d'une «empreinte digitale», le marqueur CellDRIFT pourrait aussi bien être le témoin du vieillissement et de la démence que du cancer, révèle une étude américaine.

Pouvoir prédire le cancer est un axe majeur de la recherche. Et pour cela, les scientifiques ne misent pas tout sur l'intelligence artificielle. Parue le 19 juillet 2023 dans la revue *Science Advances*, une étude américaine avance que l'identification d'une «empreinte digitale» propre au vieillissement pourrait aussi permettre d'anticiper le cancer.

Signal de la méthylation de l'ADN, ce marqueur serait présent en forte quantité dans les tissus vieillissants et cancéreux. «Nous avons pu montrer que nous pouvions isoler un signal qui est associé au vieillissement et qui est également connu pour être important dans le cancer» se félicite le Pr Minter, premier auteur de l'étude, professeur adjoint de pathologie à l'Université de Yale et chercheur principal à l'Institut des sciences Altos Labs (Etats-Unis) dans un communiqué.

Évaluer un niveau de risque avant l'apparition de la maladie

Pour en arriver à ces conclusions, les chercheurs ont d'abord introduit un gène d'«immortalité» dans des cellules du cerveau humain afin qu'elles puissent se diviser indéfiniment, à la manière des cellules tumorales. De cette expérience, les scientifiques ont pu isoler un signal ADN, nommé CellDRIFT. Ce marqueur résulte de la méthylation de l'ADN, un processus épigénétique par lequel la molécule d'ADN subit des

modifications et des altérations de sa structure. Ces altérations sont liées à des maladies communément liées à l'âge comme le cancer, l'athérosclérose ou la démence.

Après trois mois de culture, les scientifiques ont pu confirmer que cette «empreinte digitale» s'intensifiait considérablement avec le vieillissement. Mais pour confirmer que CellDRIFT était bien lié au cancer, les chercheurs ont ensuite analysé des tissus de la thyroïde, du sein, des poumons, du pancréas et du côlon.

Résultat : les tissus cancéreux montraient bien un taux de CellDRIFT accru par rapport aux tissus témoins sains. L'analyse de tissus post-mortem a aussi permis aux chercheurs de faire des liens entre cette «empreinte digitale», l'incidence du cancer et les taux de division des cellules souches.

Le fait que cette «empreinte» soit repérée était aussi le signe d'un pronostic moins bon chez des patientes souffrant d'un cancer du sein. D'ailleurs, même dans des tissus sains à proximité d'une tumeur du sein, CellDRIFT était présent en forte quantité, ont découvert les scientifiques.

Les chercheurs espèrent que l'étude permettra de mieux comprendre comment retarder l'apparition de maladies chroniques telles que le cancer, manifestement liées au vieillissement. «Cela nous donne l'espoir que nous pourrions peut-être évaluer un certain niveau de risque avant la maladie», explique le Pr Minter.

Source : marieclaire.fr

Le Niger

Une poudrière dont aucun pays ne saura échapper

Il est important de souligner que la BSS, région d'une richesse naturelle sans pareille, abrite un trésor inestimable et diversifié. Outre ses vastes étendues de terres fertiles et ses ressources en eau vitales, cette région regorge d'une myriade de trésors souterrains. Parmi ces trésors précieux, on peut citer le pétrole, dont les réserves pourraient être une source d'énergie cruciale pour le développement régional et mondial. Le gaz naturel, lui aussi, gît en abondance, offrant des perspectives pour la production d'énergie et la croissance économique.

Cependant, ce n'est pas tout. Le sol de la Bande Sahélo-saharienne cache une variété de ressources minérales qui ont façonné l'histoire et la géopolitique de la région. Outre l'or, les diamants, le cuivre et le fer sont autant d'éléments essentiels pour l'industrie et la fabrication des nouvelles technologies. De plus, la région possède des réserves de charbon, de nickel, de zinc et de bauxite, autant de composants indispensables pour les activités industrielles et l'infrastructure. Outre l'uranium et le plutonium, matières premières pour l'énergie nucléaire, le manganèse, le cobalt, l'argent, le chrome, l'étain et les sels minéraux s'ajoutent à cette mosaïque de richesses, chacun avec ses applications industrielles et économiques spécifiques.

En effet, la région du Sahel contribue significativement aux réserves mondiales de ressources naturelles. Avec la guerre russo-ukrainienne, la production de bauxite dans la sous-région est devenue essentielle pour faire face à la pénurie de la production d'aluminium.

En outre, elle fournit plus de 7% de l'uranium à l'échelle mondiale, 10% du manganèse et 8% de la bauxite. Ce matériau stratégique joue un rôle clé dans la production d'aluminium. Ses nombreuses applications en font un élément crucial pour le développement économi-

que et technologique mondial.

À cet égard, outre Orano précédemment nommée Areva, qui se dresse en tant que chef de file mondial dans la production d'uranium, la France compte au total près de 200 entreprises ou filiales qui sont présentes au Mali, 45 au Burkina Faso, 30 au Niger et une dizaine en République centrafricaine et dans d'autres pays. D'autres acteurs tels que les American Corporation, BHP, Gencor, Ashanti Goldfields, Barrick Gold et Rand Gold s'affairent activement dans des pays comme le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et la Mauritanie. Cette réalité renforce encore davantage le paysage des acteurs de poids engagés dans la féroce compétition pour l'accès à ces ressources stratégiques et critiques. De suite, les sols et les sous-sols de la région cachent indéniablement une richesse considérable, offrant à la région des perspectives extraordinaires pour un développement durable et une prospérité accrue. Toutefois, cette abondance s'accompagne malheureusement d'enjeux géopolitiques complexes et de rivalités d'une ampleur sans précédent. Néanmoins, ces rivalités d'intérêts dans cette région attisent de plus en plus la voracité d'autres grandes entreprises de pays comme la Chine, la Turquie et la Russie.

Cependant, il est primordial de mettre en exergue qu'en dépit de l'abondance des ressources naturelles caractérisant les terres de ces États, l'amélioration de la situation économique n'a pas été perceptible en faveur de la population.

Il est indubitable que les tensions entre les prérogatives souveraines des États et la stabilité des contrats ont constitué une problématique complexe et délicate au sein de la gestion des ressources naturelles et des investissements étrangers. Cette dynamique émerge lorsque les gouvernements nationaux s'efforcent de sau-

vegarder et d'optimiser les intérêts nationaux, tout en créant un environnement favorable aux investissements et au maintien de la stabilité des contrats avec les entreprises étrangères. Toutefois, les choix engagés pour réévaluer les termes contractuels ou pour ajuster les réglementations en réponse aux circonstances économiques et politiques en évolution pourraient potentiellement entraîner des conséquences considérables pour les décideurs politiques, plongeant ces dirigeants dans des dilemmes pouvant potentiellement ébranler leur position. En ce sens, il est largement reconnu que certains responsables politiques au sein des pays d'Afrique de l'Ouest sont régulièrement accusés par une fraction considérable de la population locale ainsi que par les groupes d'opposition de se comporter en suzerains vis-à-vis des puissances occidentales et notamment la France.

C'est pourquoi, depuis les bouleversements qui ont secoué le Mali, le Burkina Faso et la Guinée Conakry, un sentiment croissant d'opposition à l'égard de la France a profondément marqué la région et sa sous-région. De multiples facteurs convergent pour expliquer comment cette situation a pris forme au sein de ces nations.

Rien ne survient par hasard ; même les coups d'État ne sont que les manifestations d'une combinaison complexe de facteurs structurels qui, au fil du temps, ont évolué en une métastase paralysante pour les structures étatiques. Parmi ces facteurs, la dissémination de la pauvreté, associée à l'incapacité des États à affronter les difficultés structurelles ancrées dans le passé colonial de la région, a joué un rôle crucial.

Si le coup d'État au Niger



a pu surprendre bon nombre d'observateurs, en particulier les nations occidentales, il en va différemment pour d'autres qui ont une perception aiguë de la situation économique du pays. Depuis longtemps, les régions septentrionales d'Arlit et d'Agadez sont le théâtre d'un conflit mené par le Mouvement Nigérien pour la Justice, un mouvement touareg qui se sent exclu des mécanismes de répartition des richesses de sa propre terre, notamment en ce qui concerne l'uranium.

Dans un autre registre, la prolifération des attaques terroristes dans plusieurs zones de la région pose certaines questions sur l'efficacité des efforts multilatéraux déployés par diverses alliances et coalitions internationales pour éradiquer cette menace. Cette situation chaotique a engendré des crises majeures, accentuant les divisions entre les autorités politiques et les institutions militaires de plusieurs États de la région.

Ces pays se retrouvent confrontés à l'impuissance lorsqu'il s'agit de gérer ce phénomène destructeur, ce qui contribue à renforcer davantage le climat d'instabilité et de désarroi à l'échelle du système politique. Pour faire face, il est essentiel de promouvoir le nexus paix, sécurité et développement économique. Dans cette optique, l'Union Africaine et à travers ses organes et ses

commissions est exhortée à renforcer ses mécanismes de prévention, de gestion et de solution des conflits. D'autres problèmes qui se greffent aux difficultés structurelles que connaît le continent nécessitent une approche holistique pour les affronter.

Ainsi, les frontières poreuses et les vastes étendues désertiques de la région fournissent un terrain fertile pour les activités illégales et les mouvements des groupes armés. Les succès ponctuels

de certaines opérations militaires, comme Barkhane, Takuba ou autres, ont été suivis de recrudescences brutales des attaques meurtrières, à l'image des atrocités perpétrées dans l'axe Ansongo-Ménaka, Gao et Boulkessi, signe que le terrorisme est loin d'être éradiqué.

Conséquemment, l'impact le plus dévastateur de cette situation est la fracture entre les autorités politiques et les institutions militaires des pays de la région. Cette dislocation a provoqué dans plusieurs cas des tensions et des dissensions internes érodant ainsi la capacité des gouvernements à répondre efficacement à la menace terroriste.

En plus de l'inaptitude à orchestrer la coopération entre les États et à formuler des choix stratégiques, la fragilité de la région s'est accrue avec les changements climatiques et leurs conséquences qui, faut-il le rappeler, sont susceptibles de déclencher dans les années à venir des crises larvées.

De plus, la présence de zones grises et de vides géopolitiques a en outre favorisé l'enracinement du terrorisme, engendrant ainsi les phénomènes qui en découlent.

(A suivre)

Professeur Universitaire et Expert
en géostratégie et Sécurité
Maroc-diplomatique.net

Étonnant Accueil à Strasbourg pour Saïdou Sow

Les obstacles de l'intégration

Strasbourg, le décor de rêve pour Saïdou Sow, jeune espoir au prix mirobolant de 3 millions d'euros, n'a pourtant pas offert le tapis rouge attendu à cet ambitieux défenseur guinéen. Plutôt qu'une intégration triomphante au sein du club alsacien, Sow s'est vu expédié vers les confins de l'équipe réserve, dans l'arrière-plan du paysage médiatique. Une tournure de destin inattendue pour ce joueur dont les espoirs de gloire en Ligue 1 semblaient tout tracés.

Le récit de ce revirement laisse entrevoir une parcelle de drame sportif. Le tournant avait pourtant été dessiné avec la signature flamboyante de Saïdou Sow au sein du Racing Club de Strasbourg. L'aspirant international guinéen, à peine âgé de 21 ans, avait esquissé des rêves dorés d'un retour fracassant sur les terrains de la Ligue 1 française. Cependant, les caprices du destin en ont décidé autrement et imposés à Sow une mise à l'écart pour mieux le tester.



Sous le tutorat du légendaire Patrick Vieira, figure éminente du monde du football français, Saïdou Sow envisageait sans doute une initiation rapide à l'élite. Pourtant, le jeune prodige doit faire preuve d'une patience exemplaire avant de conquérir les faveurs de son mentor. Au sein de l'arsenal strasbourgeois, une situation qui reste fort tendue a émergé. Patrick Vieira, l'architecte des destinés sportifs au sein du club, semble faire preuve de réticence envers le potentiel du guerrier défensif guinéen. Cette réserve flagrante se matérialise cruellement lors de l'absence de convocation de Sow pour le déplacement palpitant à Monaco, un match au cours duquel Strasbourg doit s'incliner lourdement par 3 buts à 0.

Cependant, la situa-

tion s'assombrit davantage pour la jeune étoile en herbe. Les indiscretions en provenance du Peuple-vert, source éclairée sur les arcanes du football, ont révélé un dénouement surprenant :

Saïdou Sow, ancien talent de Saint-Étienne, s'est vu rétrogradé au rang de la réserve, un échelon situé en Nationale 3 Cette décision, prise sous l'ombre de la concurrence féroce au sein de l'équipe première, a plongé le joueur dans l'arène de la reconstitution de soi, où la nécessité de s'adapter devient impérieuse.

Le jeune défenseur guinéen devra donc renouer avec les rudiments et s'inscrire dans une quête fervente pour gagner ses galons au sein de l'équipe principale. Un véritable périple s'annonce pour Sow, qui devra se réinventer et se

positionner stratégiquement pour reprendre sa place au devant de la scène. L'accolade du prestige de la Ligue 1, s'il veut la saisir, exige désormais une détermination inflexible, une conviction indestructible et une résilience hors du commun.

Alors que la saga de Saïdou Sow se déploie avec une intensité singulière, seul l'avenir pourra révéler si cette période de défi intense fera de lui un acteur majeur du RC Strasbourg ou bien un simple passage éphémère dans les annales du club. Une chose reste certaine : dans le monde du sport, les récits les plus captivants sont souvent tissés à partir des fils complexes du défi et de la persévérance, exactement là où Sow a désormais l'occasion de forger son propre héritage.

Louda Dia

Transfert Sensationnel

Fodé Camara brise les liens avec le Horoya AC et rejoint le Club Sportif Sfaxien pour trois ans de gloire

Le mercato bat son plein avec un mouvement qui retentit à travers les contrées du football guinéen : Fodé Camara, milieu de terrain talentueux, a quitté officiellement le Horoya AC pour entamer un nouveau chapitre de sa carrière en Tunisie. Le Club Sportif Sfaxien a réussi à sécuriser la signature du joueur, scellant ainsi un accord de trois années en sa faveur.

Après cinq années de loyaux services au sein du Horoya AC, Fodé Camara tourne une page majeure de sa carrière. Les rumeurs, révélées en exclusivité dans nos colonnes dès le début de la semaine précédente, se sont rapidement transformées en réalité. Le jeune milieu de terrain guinéen a franchi les portes du Club Sportif Sfaxien, un mouvement qui annonce de nouvelles ambitions et de nouveaux défis.

La transition s'est déroulée sans accroc pour le joueur, qui a passé avec succès les examens médicaux nécessaires à son transfert. Ces formalités accomplies, la signature du contrat avec les dirigeants des Blanc et Noir a eu lieu ce mardi matin, au siège même du club tunisien.

Les détails financiers de cet accord ont émergé au grand jour. Fodé Camara a apposé sa signature au bas d'un contrat solide de trois années, pour un montant de 150 000 dollars. Cette somme substantielle, qui équivaut à près d'un milliard cinq cent millions GNF (1 500 000 000 GNF), contribuera à combler les vides financiers qui ont pu se manifester au sein de l'octuple champion de



Guinée ces derniers temps.

Après la cérémonie de paraphage de contrat, l'athlète originaire de Tombolia n'a pas tardé à s'exprimer. Il s'est engagé à relever ce nouveau défi avec un zèle sans faille, promettant de s'investir pleinement dans les rangs du Club Sportif Sfaxien. Le Guinéen s'apprête à plonger dans les séances d'entraînement aux côtés de ses nouveaux coéquipiers, laissant derrière lui un chapitre riche en souvenirs au Horoya AC.

Le mercato continue de façonner les contours du paysage footballistique, et avec cette transaction remarquable, Fodé Camara insufflé une nouvelle dose d'excitation et d'anticipation parmi les fans et les observateurs du sport. Les stades résonneront bientôt de ses pas sous de nouveaux cieus, alors que le Club Sportif Sfaxien accueille un talent en pleine éclosion, prêt à faire briller ses couleurs sur les terrains tunisiens.

Louda Dia